



RAPPORT ANNUEL

2020

irda INSTITUT DE RECHERCHE
ET DE DÉVELOPPEMENT
EN AGROENVIRONNEMENT



NOTRE MISSION

Soutenir le développement d'une agriculture durable au Québec en favorisant le recours à l'innovation et aux partenariats.

NOTRE VISION

Être reconnu comme le chef de file en matière de R-D agroenvironnementale au Québec :

- par les entreprises, pour la valeur ajoutée de notre soutien à leurs efforts d'innovation;**
- par les partenaires, pour notre leadership en matière d'agroenvironnement;**
- par le gouvernement, pour notre apport à la mise en œuvre des politiques et stratégies gouvernementales.**

Table des matières

Mot du président du conseil d'administration et du président et chef de la direction	4
Projets en cours et nouveautés	6
Des projets qui ont marqué 2020	7
L'approvisionnement en eau, un défi dans le berceau de l'Amérique française	8
Des haies et des aménagements floraux pour une plus grande biodiversité	10
Une série de documents pour faciliter le désherbage mécanique	12
Conseil d'administration	14
Comité de direction	15
Chercheurs	16
Gouvernance et activités du conseil d'administration	17
Section financière	18
Faits saillants	19
Politique d'appels d'offres	20
Financement des projets de recherche et de développement	21
Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers résumés	22
Résultats résumés.....	23
Évolution de l'actif net résumé	24
Bilan résumé	25

Mot du président du conseil d'administration et du président et chef de la direction

En quelques mots, que faut-il retenir de cette année 2020 hors du commun ? Des résultats financiers exceptionnels, l'engagement marqué d'une équipe dédiée aux avancées agricoles, et des ententes et un calendrier de projets qui positionnent avantageusement l'IRDA pour les années à venir.

Alors que le printemps arrivait et que, comme chaque année, allait débuter l'intense saison des travaux au champ, la réalité de la pandémie a ralenti les activités de l'IRDA. À l'instar des autres organisations québécoises, nous avons dû déployer nos équipes en télétravail, nous adapter à ce contexte inhabituel et apporter des ajustements importants à nos technologies de l'information afin de permettre aux employés de préparer les semaines à venir. Quelques semaines plus tard, les activités de l'IRDA ont été reconnues comme étant essentielles par le gouvernement du Québec, et les équipes ont partiellement réintégré les sites et les laboratoires en toute sécurité dans le respect des mesures de la santé publique. Évidemment, certaines activités ont été reportées à 2021, mais nous n'avons pas dû abandonner des projets ou abolir des postes. Le maintien de la force de R-D a toujours été un des objectifs prioritaires de l'organisation dans ce contexte difficile.

Des résultats financiers exceptionnels

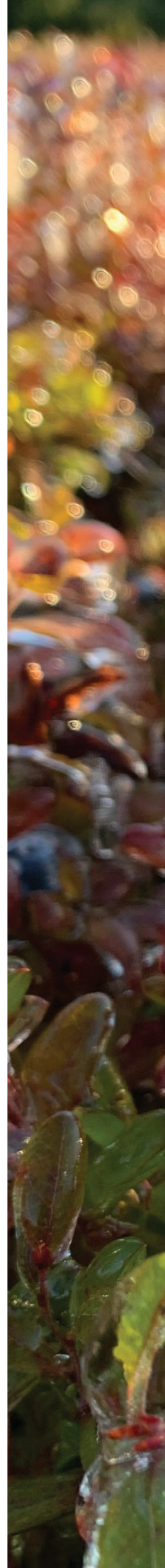
Les craintes liées à l'incertitude économique mondiale se sont rapidement dissipées et les résultats financiers sont exceptionnels. Les revenus de recherche ont augmenté de

8,9 % par rapport à 2019, un peu moins que budgété quelques mois plus tôt. Tous les postes de dépenses ont considérablement diminué, particulièrement celui de la masse salariale, ce qui a permis une réduction globale des dépenses de 3,7 % par rapport à 2019. La direction a fait le choix de reporter certaines embauches pour combler des postes devenus vacants ou requis pour amorcer de nouveaux projets qui prendront finalement leur envol en 2021 seulement. Au final, l'IRDA présente un important bénéfice de plus de 700 000 \$.

Entente avec le MAPAQ

Une nouvelle entente triennale est intervenue en juillet 2020 entre l'IRDA et le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Cette entente, avec des investissements de 29,1 M\$ sur trois ans, est la plus importante de toute l'histoire de l'organisation.

Sur une base annuelle, le MAPAQ investira dans un premier temps 5,6 M\$ dans les activités de l'IRDA. À ce montant de 16,8 M\$ pour trois années s'ajoute une somme totale de 2,3 M\$ pour permettre à l'IRDA de stabiliser sa situation financière et réaliser certains travaux, dont



la mise en œuvre d'un système de gestion intégrée. Cette entente comprend aussi une somme de plus de 10 M\$ pour la réalisation de 14 projets spécifiques sur des thématiques de recherche en lien direct avec les grandes priorités ministérielles.

Optimisation des activités de R-D

Dans le but d'optimiser ses activités et le déroulement des projets, l'IRDA s'est allié les services d'une firme externe en gestion du changement pour revoir et préparer la réorganisation de ses équipes de recherche. À compter d'octobre, des actions ont été entreprises en ce sens ainsi que la réalisation d'un bilan sur la santé organisationnelle.

À ce jour, la réorganisation prend forme et s'articulera autour des grands champs d'activités et d'expertises de l'Institut que sont la phytoprotection, les pratiques agricoles et la protection des ressources, chacun de ces pôles étant piloté par un directeur adjoint à la R-D.

Parallèlement à cette importante réingénierie de ses activités de R-D, l'IRDA a débuté la réalisation d'un plan de travail qui lui permettra de revoir l'ensemble de ses processus avant de procéder à la sélection finale et l'implantation d'un nouveau système de gestion intégré qui lui permettra d'améliorer significativement son efficience.

Un conseil d'administration impliqué

Cette année encore, les membres bénévoles du conseil d'administration se sont grandement impliqués dans les activités de l'organisation. Les 10 réunions régulières du CA constituent un record. Le conseil a aussi formé un nouveau comité composé de trois membres pour assurer le suivi de la réorganisation de l'équipe R-D. Et finalement, monsieur Normand Legault s'est joint au conseil en juin 2020.

Merci à tous

Au nom du conseil d'administration et du comité de direction, nous tenons à remercier tous les employés et les collaborateurs grâce à qui l'IRDA a une fois de plus su se démarquer au cours de cette année d'exception. Dans quelque temps, quand nous ferons l'histoire de l'année 2020 de l'institut, nous pourrions dire : « Ça a très bien été ».

**Contexte pandémique ou non,
les résultats de 2020 sont
impressionnants et contribueront
à la progression de l'organisation.**



Pascal Van Nieuwenhuyse
Président du CA



Georges Archambault
Président et chef de la direction

Projets en cours et nouveautés

Enjeux agroenvironnementaux	En cours	Nouveautés 2020
PROTECTION DES RESSOURCES	49	19
Santé des sols	21	9
Protection de l'eau	11	7
Qualité de l'air	7	1
Protection des écosystèmes	10	2
PRATIQUES AGRICOLES	130	23
Gestion optimale de l'eau	10	1
Gestion des matières fertilisantes	24	2
Pesticides et lutte aux nuisances	63	10
Bien-être animal	14	2
Salubrité et innocuité des aliments	5	0
Agriculture biologique	4	3
Valorisation des résidus	10	5
CONFORMITÉ RÉGLEMENTAIRE ET COHABITATION	5	4
Salubrité et innocuité des aliments	0	0
Agriculture biologique	2	2
Valorisation des résidus	3	2

* À noter que plusieurs des projets sont comptabilisés dans plus d'une catégorie.

Des projets qui ont marqué 2020



L'approvisionnement en eau, un défi dans le berceau de l'Amérique française

En agriculture, l'eau est un intrant précieux et plusieurs entreprises sont exposées à un risque élevé de subir des contraintes d'approvisionnement durant la saison. Cette problématique peut être attribuable à la disponibilité de la ressource, comme c'est fréquemment le cas à l'Île d'Orléans, ou encore à sa qualité.

Face à cette situation qui peut affecter les rendements ou retarder des projets d'expansion d'entreprises, l'IRDA, des producteurs et la MRC de l'Île d'Orléans se sont unis et ont mis en place un projet pilote à l'été 2020 afin de réduire la dépendance à l'eau provenant de la fonte de la neige, qui est stockée dans des étangs de surface. Chercheurs, producteurs et intervenants locaux auraient-ils en quelque sorte prévu l'hiver clément qui allait suivre?

Tout au cours de l'année 2020, l'IRDA a donc collaboré avec quatre entreprises agricoles afin de récupérer l'eau de pluie à partir de toits de bâtiments agricoles et d'abris de cultures, en plus de s'adonner à différents calculs et analyses qui s'appuient sur les besoins en eau pour accomplir les activités des entreprises, des structures de captage et de stockage en place ou à bâtir, et des précipitations historiques.

L'eau de pluie, un potentiel à exploiter pour les fermes du Québec

Le projet pilote d'une saison a permis d'évaluer le potentiel des précipitations pour divers usages – eau non potable pour la main-d'oeuvre temporaire, lavage, irrigation, traitements phytosanitaires, etc. – avant de développer des infrastructures permanentes

plus coûteuses. L'expérience a été un succès et, par exemple, pour les framboisiers sous tunnels, l'eau récupérée sur le dessus des tunnels pourrait répondre aux besoins de la culture pour la saison entière.

Les conclusions sont claires. Utiliser les précipitations pour combler les besoins des cultures est intéressant et techniquement possible pour de nombreuses entreprises agricoles, mais il reste des risques sanitaires et financiers à valider. C'est d'ailleurs ce qu'évaluera un nouveau projet que l'IRDA lancera à l'été 2021.

Finalement, les producteurs pourraient même y trouver leur compte en développant une certification attestant qu'ils s'approvisionnent en eau de pluie, un avantage distinctif qui fait déjà son chemin dans des pays européens. De plus, récupérer la pluie contribue à réduire l'érosion du sol. Les travaux de l'IRDA pourraient même trouver écho dans les villes où les meilleures pratiques pourraient être adoptées pour contrer les conséquences d'épisodes de fortes précipitations, et ainsi réduire les problèmes de ruissellement et d'accumulation de sédiments, ou encore les bris d'infrastructures urbaines.

Partenaires :

MAPAQ | Dubois Agrinovation | Soleno

Ferme Daniel Blais | Ferme des Pionniers

Ferme Jean-Claude Pouliot | Ferme Onésime Pouliot

Ferme Maurice et Philippe Vaillancourt



Ce projet a été financé par le Fonds de la région de la Capitale-Nationale.

Des haies et des aménagements floraux pour une plus grande biodiversité

Depuis sa fondation en 1998, l'IRDA développe de nouvelles stratégies efficaces et rentables de lutte aux ennemis des cultures qui contribuent à la protection de l'environnement non seulement en régie biologique, mais aussi en agriculture conventionnelle ou abritée.

C'est dans ce contexte que des travaux sur l'introduction de bandes fleuries dans des systèmes culturaux ont été lancés au cours des dernières années en collaboration avec la Ferme des Quatre-Temps et avec une entreprise spécialisée en paysagement. Comme des haies composées d'arbustes et de vivaces favorisant la biodiversité avaient déjà été implantées sur cette ferme biologique située à Hemmingford, cela en faisait un endroit tout désigné pour lancer, en 2017, des travaux afin de vérifier leur potentiel à attirer les ennemis naturels des principaux ravageurs de diverses cultures de choux ainsi que les pollinisateurs de courgettes.

Pour les choux, un méticuleux travail d'échantillonnage a été réalisé périodiquement à la ferme pour dénombrer et pour identifier en laboratoire les ennemis naturels et les pollinisateurs présents sur place. L'équipe a ensuite évalué le taux de parasitisme des plants par les trois plus importants ravageurs de la culture – le piéride du chou, la fausse-teigne des crucifères et la fausse-arpenteuse du chou – et placé des plaquettes d'œufs sentinelles pour mesurer la capacité de leurs ennemis naturels à réduire leur nombre. Pour les pollinisateurs des courgettes, des pièges ont été installés

dans les haies pour les recenser et ainsi estimer le potentiel des haies à ajouter une biodiversité fonctionnelle à des parcelles de légumes.

De la matière à inspirer bon nombre de producteurs biologiques

À la lumière des travaux, il appert que les haies diversifiées sont très intéressantes pour créer un aménagement amenant de la biodiversité. À la Ferme des Quatre-Temps, trois variétés se sont particulièrement démarquées : l'achillée millefeuille, la consoude de Russie et le caraganier de Sibérie à floraison hâtive. Deux parasitoïdes des crucifères et deux pollinisateurs de cucurbitacées y ont entre autres été observés en grand nombre. Si les aménagements de la Ferme des Quatre-Temps sont particulièrement spectaculaires et possiblement hors de portée des fermes maraîchères traditionnelles, il n'en demeure pas moins qu'ils peuvent être adaptés ailleurs pour ainsi conserver et améliorer la biodiversité dans de nombreux milieux agricoles.



Partenaires :

MAPAQ | Écomestible | Ferme des Quatre-Temps

Ce projet a été réalisé en vertu du volet 4 du programme Prime-Vert 2013-2018 et il a bénéficié d'une aide financière du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Une série de fiches pour faciliter le désherbage physique

La lutte contre les mauvaises herbes est une des principales préoccupations des producteurs maraîchers, particulièrement en gestion biologique. Afin de mieux outiller ces derniers dans leurs stratégies de désherbage physique, le Centre de référence en agriculture et agroalimentaire du Québec (CRAAQ) voulait développer un nouvel outil de transfert des connaissances sur la question et est allé chercher la bonne expertise à l'IRDA pour la rédaction des contenus.

Dans le but de faciliter l'utilisation du désherbage physique et de transférer les connaissances de pointe sur le sujet pertinentes à la production maraîchère biologique, l'équipe de malherbologie de l'IRDA a élaboré le plan et la conception de 22 fiches informatives après avoir collecté et colligé au niveau mondial les données existantes sur différents outils de désherbage. Un comité de producteurs, de conseillers et de représentants de regroupements a assuré le suivi et la révision..

Près de trois décennies de travaux de l'IRDA sur la question ont été mises à profit, et un effort de recherche sur de nouveaux outils maintenant disponibles dans le monde font en sorte que les producteurs et les conseillers d'ici ont maintenant accès à toute l'information nécessaire pour intégrer avec succès le désherbage physique à leurs activités.

Les fiches détaillent notamment les paramètres d'utilisation pour chaque type d'outil, ses réglages optimaux, les fabricants, les modèles disponibles, les cultures et les stades de croissance où ils peuvent être utilisés, etc.

L'évolution des technologies dans le domaine pourrait justifier des mises à jour régulières.

Les 22 fiches numériques et multimédias sont téléchargeables gratuitement sur le [site du CRAAQ](#).



Partenaire :

**Centre de référence en agriculture
et agroalimentaire du Québec**

Conseil d'administration

Pascal Van Nieuwenhuysse

Président

Yvan Fréchette

Vice-président

Premier vice-président

Les Éleveurs de porcs du Québec

Julie Bilodeau

Trésorière

Associée

Groupe RDL Québec inc.

Georges Archambault

Secrétaire

Président et chef de la direction

*Institut de recherche et de développement
en agroenvironnement*

Denise Audet

Administratrice

Conseillère aux communications

Union des producteurs agricoles

Anne Blondlot

Administratrice

Coordonnatrice - Agriculture, Pêches
et Aquaculture commerciales

Ouranos

Martin Caron

Administrateur

Premier vice-président

Union des producteurs agricoles

Richard Dion

Administrateur

Producteur agricole

Ferme Bradion

Normand Legault

Administrateur

Propriétaire

Ferme Normand Legault

Jean Martel

Administrateur

Conseiller stratégique

en développement durable

*Centre québécois de
développement durable*

Julie Lemieux

Personne-ressource désignée par le MAPAQ

Directrice adjointe

Direction de la phytoprotection, MAPAQ

Johanne Martel

Personne-ressource désignée par le MAPAQ

Conseillère

*Direction de la planification et des
programmes, MAPAQ*

Comité de direction

Georges Archambault

Président et chef de la direction

Monsieur Georges Archambault occupe le poste de président et chef de la direction de l'IRDA depuis le mois d'août 2015. Pendant plus de six ans, il a occupé le poste de président-directeur général au Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ). Auparavant, il a œuvré pendant plus de 15 ans au sein de plusieurs ministères du gouvernement du Québec, d'abord à titre de directeur général puis comme sous-ministre adjoint, toujours dans le domaine de la recherche et de l'innovation. Il est titulaire d'un baccalauréat et d'une maîtrise en génie mécanique de Polytechnique Montréal et détient également une maîtrise en administration des affaires de l'École des hautes études commerciales de Montréal.

Pierre Luc Hébert

Directeur des opérations et du transfert de technologies

Bachelier en génie mécanique et détenteur d'une maîtrise en génie agroalimentaire, monsieur Pierre Luc Hébert s'est joint à l'IRDA en décembre 2016 à titre de responsable du site de Saint-Bruno-de-Montarville avant d'être nommé directeur des opérations et du transfert de technologies en décembre 2019. Avant son arrivée à l'IRDA, il a œuvré à titre de superviseur de maintenance pour une importante entreprise agricole et en recherche au sein des universités Laval et McGill ainsi que chez Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Stéphane Lemay

Directeur R-D

Monsieur Stéphane Lemay détient un baccalauréat et une maîtrise en génie agricole de l'Université Laval. En 1996, il a complété un doctorat en génie mécanique, également à l'Université Laval. Avant son arrivée à l'IRDA, monsieur Lemay a été chercheur responsable du secteur ingénierie au Prairie Swine Centre, à Saskatoon, pendant plus de sept ans. Depuis juillet 2010, il occupe le poste de directeur R-D à l'IRDA.

Shirley Moore

Directrice de l'administration et des finances

À l'emploi de l'IRDA depuis l'automne 2020, madame Shirley Moore y assure la gestion des activités comptables, financières, informationnelles et matérielles ainsi que la gestion des placements. Détenant une maîtrise en administration, sciences comptables, de l'Université de Sherbrooke, madame Moore a débuté sa carrière en enseignement tout en cumulant de nombreuses années à titre de propriétaire d'entreprise. Au cours des quelque cinq années avant son arrivée à l'IRDA, elle fut directrice de l'administration et des finances au sein d'autres organisations.

Alain Vachon

Directeur des affaires corporatives, juridiques et des ressources humaines

Maître Alain Vachon compte plus de 25 ans d'expérience dans le domaine du droit. En plus d'être avocat, il détient un baccalauréat en biologie ainsi qu'une formation à la maîtrise en droit de l'environnement. Il a œuvré en pratique privée pendant 10 ans où il a développé une solide connaissance de la propriété intellectuelle en plus de plaider devant les tribunaux, y compris à la Cour suprême du Canada. Avant son arrivée à l'IRDA en 2019, il a été directeur des affaires juridiques du Centre de recherche industrielle du Québec pendant plus de cinq ans, et directeur des affaires juridiques et des ressources humaines pendant près de cinq ans.

Chercheurs

Claude Bernard

Chercheur associé
Conservation des sols et de l'eau

Carl Boivin

Chercheur
Régie de l'eau, et productions fruitière
et maraîchère

Gérald Chouinard

Chercheur
Entomologie et pomiculture

Daniel Cormier

Chercheur
Entomologie fruitière

Caroline Côté

Chercheuse
Hygiène de l'environnement agricole
et salubrité des récoltes

Annabelle Firlej

Chercheuse
Entomologie fruitière

Marc-Olivier Gasser

Chercheur
Conservation des sols et de l'eau

Stéphane Godbout

Chercheur
Génie agroenvironnemental

Richard Hogue

Chercheur
Écologie microbienne et phytopathologie

Christine Landry

Chercheuse
Fertilisation et valorisation des biomasses

Maryse Leblanc

Chercheuse
Malherbologie

Maxime Lefebvre

Chercheur
Entomologie maraîchère

Aubert Michaud

Chercheur
Conservation des sols et de l'eau

Vincent Philion

Chercheur
Phytopathologie et pomiculture



Gouvernance et activités du conseil d'administration

Le conseil d'administration est composé de neuf membres. En vertu de son statut de membre fondateur, l'Union des producteurs agricoles désigne deux administrateurs, cinq sont nommés par le conseil d'administration et les deux autres sont élus par les participants lors de l'assemblée générale annuelle. Le président et chef de la direction assiste d'office aux séances à titre de secrétaire, et le conseil accueille aussi deux personnes-ressources désignées par le MAPAQ n'agissant pas à titre d'administrateur. Le président du conseil d'administration ainsi que la majorité des membres sont des administrateurs indépendants.

Enfin, il est à noter qu'un membre du conseil d'administration doit obligatoirement posséder le titre de comptable professionnel agréé. Le conseil veille à ce que la gestion de l'IRDA soit conforme à sa mission, à ses obligations ainsi qu'aux lois et règlements qui s'appliquent. Ses principales responsabilités consistent à examiner, à commenter et à approuver diverses questions liées aux stratégies et aux orientations générales de l'organisation. Le conseil d'administration veille notamment à la mise en application des stratégies et des plans d'action, et il approuve le budget annuel, les états financiers audités, le plan stratégique, le rapport annuel ainsi que les règles de gouvernance et d'éthique. Il exerce ses fonctions directement ou par l'intermédiaire de ses comités.

Principales activités du conseil

Au cours de l'année 2020, les membres du conseil d'administration et de ses comités ont tenu 10 séances. Le quorum a été atteint à chacune des réunions dûment convoquées pour les séances de l'assemblée générale annuelle, du conseil d'administration (4), du comité de suivi de la réorganisation (2), du comité d'audit (2) et du comité exécutif (1).

De façon statutaire, les membres du conseil d'administration ont été appelés à faire un suivi financier des résultats, des placements, des dépenses de plus de 25 000 \$ et de plusieurs autres documents de gestion à caractère financier. Ils ont également pris acte des commentaires et des recommandations de l'auditeur externe, et ils ont adopté les états financiers audités ainsi que le rapport annuel de gestion. En 2020, les membres ont aussi adopté le plan stratégique 2020-2022 de l'IRDA.

Aucun manquement au code d'éthique des membres du conseil d'administration n'a été constaté au cours de l'année 2020. Le conseil a reçu, après chaque séance, un rapport écrit faisant état des mémoires de délibérations concernant les dossiers à l'étude au cours de ces réunions et les suivis en découlant.



Section financière



Section financière

Faits saillants

Tel que présenté à l'état des résultats de la page 23, malgré les ajustements obligés liés à la pandémie, l'année 2020 montre un surplus de 701 821 \$ pour l'Institut de recherche et de développement en agroenvironnement, une nette amélioration de 953 708 \$ par rapport à celui de l'exercice précédent alors qu'il présentait un déficit de 251 887 \$.

Résultats

Les produits de l'Institut ont atteint 12 466 710 \$ pour l'année financière terminée le 31 décembre 2020, comparativement à 11 964 933 \$ pour l'année précédente. Il s'agit d'une augmentation de 501 777 \$ et d'une croissance de 4,2 %. Les charges excluant toute variation de la valeur des placements ont atteint 11 764 889 \$ comparativement à 12 216 820 \$ en 2019 soit une diminution de 3,7 %.

Produits

Les produits de recherche et de développement scientifique et ceux de laboratoire ont totalisé 6 588 019 \$ alors qu'ils avaient atteint 5 945 404 \$ au cours de l'année 2019, soit une augmentation de 642 615 \$. L'augmentation importante des revenus globaux est en lien avec celle des mandats réguliers, des mandats spécifiques du MAPAQ et les analyses de laboratoire qui ont augmenté respectivement de 340 501 \$, 152 106 \$ et 150 008 \$.

Charges

La masse salariale a subi une diminution de 318 109 \$ au cours de 2020 comparativement à 2019, et ce, tout en réalisant une croissance au niveau des revenus. N'affectant pas les projets de recherche, une économie de 279 654 \$ s'est principalement réalisée au niveau des salaires administratifs (absences et départs non remplacés). La fermeture obligée des laboratoires en mars et avril 2020, en raison de la pandémie, a occasionné une diminution de la masse salariale liée aux laboratoires. Les coûts directs reliés à la réalisation de projets (contrats de recherche, services professionnels et matériel) ont augmenté de 73 537 \$ en 2020 par rapport à 2019, en cohérence avec l'augmentation des revenus. La pandémie a eu une influence marquée sur la diminution des charges liées aux frais généraux (100 990 \$), à l'entretien et réparations (32 611 \$), aux communications (13 292 \$) et aux frais de déplacement (64 952 \$). En effet, le report d'activités de formation et de diffusion, le télétravail, la disponibilité restreinte des ressources nécessaires, les déplacements limités sont tous des facteurs contribuant à la diminution des charges de l'année 2020 comparativement à l'année 2019.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont limitées à 198 152 \$ en 2020 comparativement à 313 923 \$ en 2019.

Section financière

Politique d'appels d'offres

La politique d'appels d'offres de l'IRDA prévoit des mesures d'appels d'offres pour tout achat de biens ou de services dépassant un certain montant (5 000 \$ pour les biens et 20 000 \$ pour les services). Elle prévoit également que tout achat de biens ou de services d'un montant supérieur à 250 000 \$ devra faire l'objet d'un appel d'offres public. Au cours de l'année 2020, il y a eu deux cas où l'IRDA a dérogé à la politique d'appels d'offres. Pour ces cas, les raisons qui obligeaient à déroger à cette politique ont été discutées avec la direction de l'IRDA, qui a approuvé les dérogations. Ces cas sont présentés dans le tableau suivant.

Nature du contrat et fournisseur	Montant	Raisons de la dérogation
Robot Oz 440 avec système GPS/RTK (GMABE)	41 950 \$	Adapté au besoin / fournisseur unique au Canada
Enregistreurs de température Bluetooth submersibles (Hoskin Scientifique Limitée)	8 500 \$	Disponibilité et délai de livraison adaptés au projet / deux fournisseurs seulement

Section financière

Financement des projets de recherche et de développement

PRODUITS	2020		2019
	\$	%	%
Financement – MAPAQ	4 301 815	71,11	77,58
Financement – Autres ministères provinciaux	188 139	3,11	1,22
Financement – Ministères fédéraux	528 375	8,73	6,62
Financement – Établissements d'enseignement	401 321	6,63	3,31
Financement – Privé	571 656	9,45	9,27
Financement – Autres	58 602	0,97	2,00



Section financière

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers résumés

aux administrateurs de l'Institut de recherche et de développement en agroenvironnement inc.

Opinion

Les états financiers résumés ci-joints, qui comprennent le bilan résumé au 31 décembre 2020, l'état des résultats résumé et l'état de l'évolution de l'actif net résumé pour l'exercice terminé à cette date, sont tirés des états financiers audités de l'Institut de recherche et de développement en agroenvironnement inc. pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

À notre avis, les états financiers résumés ci-joints constituent un résumé fidèle des états financiers audités, conformément aux critères décrits dans le paragraphe Responsabilité de la direction pour les états financiers résumés.

États financiers résumés

Les états financiers résumés ne contiennent pas toutes les informations requises par les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif. La lecture des états financiers résumés et du rapport de l'auditeur sur ceux-ci ne saurait par conséquent se substituer à la lecture des états financiers audités et du rapport de l'auditeur sur ces derniers.

Les états financiers audités et notre rapport sur ces états

Nous avons exprimé une opinion non modifiée sur ces états financiers dans notre rapport daté du 20 avril 2021.

Responsabilité de la direction pour les états financiers résumés

La direction est responsable de la préparation d'un résumé des états financiers audités conformément aux critères suivants :

- Les états financiers résumés comprennent un état des résultats, un état de l'évolution de l'actif net et un bilan.
- Les informations comprises dans les états financiers résumés concordent avec les informations correspondantes dans les états financiers audités.
- Les principaux sous-totaux et totaux et les principales informations comparatives des états financiers audités sont inclus.
- Les états financiers résumés contiennent l'information, tirée des états financiers audités, traitant des questions ayant une incidence généralisée ou par ailleurs importante sur les états financiers résumés.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion indiquant si les états financiers résumés constituent un résumé fidèle des états financiers audités, sur la base des procédures que nous avons mises en œuvre conformément à la Norme canadienne d'audit (NCA) 810, Missions visant la délivrance d'un rapport sur des états financiers résumés.

Choquette Corriveau s.e.n.c.r.l.

Choquette Corriveau, S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés
Québec, le 20 avril 2021

Section financière

Résultats résumés (31 déc. 2020)

	2020	2019
PRODUITS		
Contributions et subventions	5 659 403 \$	5 638 350 \$
Recherche et développement scientifique	6 049 908	5 557 301
Analyses de laboratoire	538 111	388 103
Produits agricoles	101 912	105 946
Produits de placements	21 649	114 933
Produits de location	33 968	40 139
Autres	61 759	120 161
	12 466 710	11 964 933
CHARGES		
Salaires et charges sociales	8 475 966	8 794 075
Contrats de recherche et services professionnels	1 150 363	1 205 896
Matériel et fournitures	924 054	794 984
Frais généraux	362 338	463 328
Entretien et réparations	322 434	355 045
Communications	8 836	22 128
Déplacements et séjours	36 411	101 363
Frais financiers	10 410	18 067
Gain sur cession d'immobilisations corporelles	-	(435)
Amortissement des immobilisations corporelles	769 080	758 290
Amortissement des actifs incorporels	26 574	25 656
Amortissement des apports reportés	(321 577)	(321 577)
	11 764 889	12 216 820
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	701 821 \$	(251 887) \$

Section financière

Évolution de l'actif net résumé

(31 déc. 2020)

	Affectations internes	Non affecté	TOTAL	
	Obligations salariales		2020	2019
Solde, au début	1 000 000 \$	148 498 \$	1 148 498 \$	1 400 385 \$
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	-	701 821	701 821	(251 887)
Solde, à la fin	1 000 000 \$	850 319 \$	1 850 319 \$	1 148 498 \$



Section financière

Bilan résumé (31 déc. 2020)

	2020	2019
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse	1 685 319 \$	328 294 \$
Fonds de marché monétaire	739 807	834 301
Certificats de placements garantis, 1,81 % à 3,26 %	1 412 892	351 643
Débiteurs	1 258 302	868 678
Travaux en cours	918 781	1 129 498
Frais payés d'avance	161 398	135 923
Total de l'actif à court terme	6 176 499	3 648 337
Certificats de placements garantis, 1,77 % à 3,26 % échéant de 2021 à 2023	721 287	404 565
Immobilisations corporelles	9 328 415	9 899 343
Actifs incorporels	69 125	95 699
Dépôts de garantie	-	22 475
	16 295 326 \$	14 070 419 \$
PASSIF		
Passif à court terme		
Créditeurs	1 244 622 \$	1 328 990 \$
Facturation en excédent des coûts des projets de recherche	3 592 349	2 939 266
Apports reportés	1 824 063	668 780
Total du passif à court terme	6 661 034	4 937 036
Provision pour avantages sociaux futurs	395 864	425 199
Apports reportés afférents aux immobilisations corporelles et actifs incorporels	7 388 109	7 559 686
	14 445 007	12 921 921
ACTIF NET		
Actif net grevé d'affectations internes	1 000 000	1 000 000
Actif net non affecté	850 319	148 498
	1 850 319	1 148 498
	16 295 326 \$	14 070 419 \$



Siège social et laboratoires

2700, rue Einstein
Québec (Québec) G1P 3W8
Tél.: 418 643-2380

Plateforme d'innovation en agriculture biologique et verger expérimental

335, rang des Vingt-Cinq Est
Saint-Bruno-de-Montarville (Québec) J3V 0G7
Tél.: 450 653-7368

Centre de recherche de Deschambault

120-A, chemin du Roy
Deschambault-Grondines (Québec) G0A 1S0
Tél. : 418 286-3351

Ferme expérimentale de Saint-Lambert-de-Lauzon

1617, rue du Pont
Saint-Lambert-de-Lauzon (Québec) G0S 2W0
Tél. : 418 889-9950

 PARTENARIAT
CANADIEN pour
L'AGRICULTURE

Canada  Québec 